



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN

mardi

26-10-2004

Matin

dinsdag

26-10-2004

Voormiddag

<i>cdH</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	<i>Mouvement réformateur</i>
<i>N-VA</i>	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a-spirit</i>	<i>Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht</i>
<i>VLAAMS BLOK</i>	<i>Vlaams Blok</i>
<i>VLD</i>	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>	<i>CRIV</i>	<i>voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
	<i>(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>		<i>(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN</i>	<i>séance plénière</i>	<i>PLEN</i>	<i>plenum</i>
<i>COM</i>	<i>réunion de commission</i>	<i>COM</i>	<i>commissievergadering</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

SOMMAIRE

Question de M. Jacques Chabot au ministre de la 1
Coopération au Développement sur "le dernier
rapport de la CNUCED relatif à la crise de la
dette" (n° 3848)

Orateurs: **Jacques Chabot, Armand De
Decker**, ministre de la Coopération au
Développement

Question de M. Hervé Hasquin au ministre de la 4
Coopération au Développement sur "la politique
en matière de coopération au développement"
(n° 3884)

Orateurs: **Hervé Hasquin, Armand De
Decker**, ministre de la Coopération au
Développement

INHOUD

Vraag van de heer Jacques Chabot aan de 1
minister van Ontwikkelingssamenwerking over
"het laatste UNCTAD-verslag over de
schuldcrisis" (nr. 3848)

Sprekers: **Jacques Chabot, Armand De
Decker**, minister van
Ontwikkelingssamenwerking

Vraag van de heer Hervé Hasquin aan de minister 4
van Ontwikkelingssamenwerking over "het beleid
inzake ontwikkelingssamenwerking" (nr. 3884)

Sprekers: **Hervé Hasquin, Armand De
Decker**, minister van
Ontwikkelingssamenwerking

COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURESCOMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

du

van

MARDI 26 OCTOBRE 2004

DINSDAG 26 OKTOBER 2004

Matin

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.37 uur door de heer Karel Pinxten, voorzitter.
La séance est ouverte à 10.37 heures par M. Karel Pinxten, président.

01 Question de M. Jacques Chabot au ministre de la Coopération au Développement sur "le dernier rapport de la CNUCED relatif à la crise de la dette" (n° 3848)

01 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "het laatste UNCTAD-verslag over de schuldcrisis" (nr. 3848)

01.01 Jacques Chabot (PS): Monsieur le ministre, le 29 septembre dernier, dans un rapport qui a été rendu public, la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement préconisait l'annulation de la dette africaine. Cette requête est née d'un constat partagé par l'ensemble des acteurs du développement, à savoir que le continent africain verse davantage d'argent à ses créanciers qu'il n'en reçoit.

En effet, entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu une enveloppe budgétaire avoisinant les 438 milliards d'euros en prêts et en a remboursé 446 au titre du capital et des intérêts. Compte tenu de l'accumulation des intérêts, l'Afrique affichait fin 2002 une dette de 239 milliards d'euros. Pendant la même période, l'Afrique subsaharienne recevait 238 milliards d'euros de versements tout en remboursant 217 milliards au titre du service de la dette et tout en restant débitrice de 170 milliards d'euros. La CNUCED soulignait également dans son rapport que la dette extérieure de l'Afrique a été multipliée par 30 entre 1970 et 1999 alors que le revenu par habitant, lui, continue de stagner.

Dans ces conditions, il semble illusoire d'espérer que l'Afrique puisse réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015, conformément aux objectifs du millénaire fixés par l'ONU. Pour ce faire, selon la CNUCED, il faudrait au minimum que le taux de croissance actuel double pour s'établir à 7 ou 8% par an pendant la prochaine décennie, ce qui apparaît comme totalement incompatible avec le niveau actuel du service de la dette. Il y a fort à parier qu'au rythme où vont les choses, aucun des objectifs du millénaire ne pourra être réalisé en Afrique au cours du siècle à venir.

Étant donné l'importance que la communauté internationale accorde à la réalisation de ces objectifs, ne sommes-nous pas confrontés à une situation imposant une nécessaire annulation de la quasi-totalité de l'encours de la dette?

Telle semble être en tout cas la solution prônée par la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement.

01.01 Jacques Chabot (PS): Op 29 september jongstleden stelde de Conferentie van de Verenigde Naties inzake Handel en Ontwikkeling (UNCTAD) de kwijtschelding van de Afrikaanse schuld voor. Het Afrikaanse continent betaalt inderdaad meer aan zijn schuldeisers dan het ontvangt en het is een illusie te hopen dat Afrika, overeenkomstig de Millenniumdoelstellingen van de Verenigde Naties, de armoede tegen 2015 met de helft kan terugdringen.

Is de situatie niet van die aard dat we genoodzaakt zijn de schuld bijna volledig kwijt te schelden?

Moeten we niet door onafhankelijke experts een moratorium laten opstellen opdat we de terugbetalingsmogelijkheden van de Afrikaanse landen beter zouden kunnen inschatten?

Indien die schuld gedeeltelijk aan wanbeheer te wijten is, wordt het een 'schandelijke schuld' die in zekere zin niet rechtmatig is. Bovendien is de budgettaire situatie van de Afrikaanse staten rampzalig omdat hun economie afhankelijk is van basisproducten, maar ook als gevolg van inadequate hervormingsplannen,

Au regard de ces éléments, ne serait-il pas indispensable de faire établir par des experts indépendants un moratoire objectif permettant d'évaluer la capacité de remboursement de la dette des pays africains? Par ailleurs, si l'endettement actuel du continent africain est en partie dû à une mauvaise gestion de certains gouvernements africains, cette dette s'inscrit alors comme dette odieuse et perd en quelque sorte de sa légalité. De plus, la situation budgétaire catastrophique des Etats africains relève également de la dépendance de leurs économies à l'égard de produits de base mais aussi des plans de réforme mal conçus, tels les programmes d'ajustements structurels imposés lors des décennies précédentes par le FMI et la Banque mondiale.

Historiquement et éthiquement, il me semble que la Belgique, comme l'ensemble de la communauté internationale, a une réelle responsabilité dans la gestion de ce dossier. Hélas, nous ne pouvons que constater l'absence de volonté politique au sein de la communauté internationale pour résoudre cette problématique lourde de conséquences pour un continent déjà largement exsangue.

Monsieur le ministre, la Belgique envisage-t-elle de poser des actes forts et courageux en la matière? Quelle pourrait être sa marge de manœuvre au sein de l'Union européenne et de la communauté internationale, en vue de satisfaire à cette demande légitime des partenaires du sud et de l'ensemble des acteurs du développement? Quelles pourraient être les orientations politiques visant si pas immédiatement une annulation de la dette, du moins un allègement substantiel de cette dernière?

01.02 Armand De Decker, ministre: Cher collègue, je voudrais tout d'abord vous remercier de votre question, qui démontre votre intérêt pour le secteur de la coopération au développement. Vous avez entièrement raison d'aborder cette question, qui fait d'ailleurs l'objet de préoccupations internationales.

J'étais, il y a quinze jours, à la réunion du comité de développement de la Banque Mondiale à Washington et le premier sujet abordé avait notamment trait à la recherche de moyens supplémentaires pour le développement et à l'examen de certaines propositions, parmi lesquelles une proposition du gouvernement britannique visant à procéder à remise de dette immédiate, avec évidemment pour conséquence un endettement de la Banque mondiale et des pays donateurs à plus long terme. J'y reviendrai.

Au cours des décennies passées, de nombreux pays pauvres ont accumulé une dette énorme par rapport à leur capacité de remboursement. La communauté internationale a, bon gré mal gré, été forcée de reconnaître le problème et des proportions croissantes de la dette des pays à bas revenus ont été rééchelonnées puis annulées: le Club de Londres, pour les dettes commerciales, et le Club de Paris, pour les dettes bilatérales et celles garanties par les Etats. Restait la dette envers les organismes multilatéraux, pour laquelle l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) a été créée en 1996 et renforcée en 1999.

En Belgique, ce domaine de la dette bilatérale et multilatérale entre surtout dans les compétences du ministre des Finances. Mais je peux

zoals de programma's voor structurele aanpassing.

Zal België ter zake krachtige en moedige daden stellen? Over welke speelruimte beschikt België bij de Europese Unie en de internationale gemeenschap? Welke beleidslijnen zijn mogelijk om op zijn minst de schuldenlast aanzienlijk te verlichten?

01.02 Minister Armand De Decker: De internationale gemeenschap was genooddaakt het probleem te erkennen en de schuld van de lage loonlanden werd in toenemende mate eerst herschikt en daarna kwijtgescholden.

De bilaterale en multilaterale schuld valt voornamelijk onder de bevoegdheid van de minister van Financiën maar in 2004 werden de vrij aanzienlijke bedragen van 19 miljoen euro voor de activiteiten voor de vermindering van de bilaterale schuld en 5,4 miljoen euro voor de vermindering van de multilaterale schuld ingeschreven in de begroting voor Ontwikkelingssamenwerking.

Tevens zijn we Burundi wat tegemoet gekomen bij het delgen van de uitstaande schuld van Burundi bij de Afrikaanse Ontwikkelingsbank.

vous dire que la Coopération belge y consacre un budget assez considérable: en 2004 ont été inscrits 19 millions d'euros pour les activités d'allègement de la dette bilatérale et encore 5,4 millions d'euros pour des allègements de dette multilatérale.

Cela représente environ 25 millions d'euros, soit un milliard d'anciens francs.

Par ailleurs, en ce qui concerne le budget bilatéral avec le Burundi, nous sommes intervenus dans le paiement des arriérés de ce pays auprès de la Banque Africaine de Développement, ce en concertation avec d'autres partenaires internationaux.

Le montant prévu pour le budget 2005 sera encore plus élevé que celui de 2004 qui, je le rappelle, s'élevait à 25 millions d'euros.

La Coopération belge a apporté sa contribution dans le cadre de l'initiative PPTE. Cette initiative permet de réduire sensiblement l'encours et le service de la dette pour au moins une vingtaine de pays pauvres. Cependant, je suis d'accord avec l'étude de la CNUCED selon laquelle ces pays ne sont pas encore sortis de la crise. Leur dette n'est pas encore vraiment soutenable, comme on dit. C'est là un nouveau concept.

Calculer le montant de la remise de dette nécessaire dans le cadre de l'initiative PPTE a demandé la mise en œuvre de ce concept de dette soutenable. Il faudrait donc que la communauté internationale soit prête à s'engager au-delà du programme PPTE si un tel besoin devait s'imposer.

La CNUCED va plus loin dans son analyse et pose la question de savoir s'il est justifiable qu'un pays rembourse ses crédits si, en même temps, il n'a pas de ressources publiques suffisantes pour couvrir les investissements et les budgets de fonctionnement nécessaires à l'enseignement et à une politique de santé de base, et s'il ne faudrait pas, dans ces pays à budget limité, annuler plus de dette pour libérer des ressources publiques.

Het is duidelijk dat de Afrikaanse landen nog meer buitenlandse middelen nodig zullen hebben de komende jaren. Zonder een substantiële stijging van de buitenlandse steun kunnen de millenniumdoelstellingen inzake ontwikkeling nooit bereikt worden. België is een van de geldschietters met het hoogste percentage van ontwikkelingshulp per inwoner. In 2002 stond België op de zevende plaats op wereldvlak. Wij hebben er ons bovendien toe verbonden de openbare ontwikkelingshulp nog te laten stijgen tot 0,7% van het bruto nationaal inkomen uiterlijk tegen 2010. Daarenboven zal een groeiend aandeel van die middelen natuurlijk naar Afrika gaan.

Cependant, faut-il consacrer ces montants de préférence à une remise de dette plus radicale ou à autre chose?

C'est ainsi que se pose la question pour les gestionnaires du budget

Op de begroting 2005 zal een nog hoger bedrag uitgetrokken worden.

Het Belgische departement Ontwikkelingssamenwerking heeft zijn steentje bijgedragen in het kader van het HIPC-initiatief (Heavily Indebted Poor Countries), waarmee zeker een twintigtal landen een aanzienlijke schuldverlichting kan worden verleend bij de multilaterale instellingen. Niettemin heeft de UNCTAD gelijk: de schuldenlast is nog altijd niet echt draaglijk te noemen.

De UNCTAD vraagt zich af of men niet nog meer schulden moet kwijtschelden voor die landen, zodat er meer overheidsgeld naar onderwijs en de basisgezondheidszorg kan vloeien.

Au cours des années à venir, les pays africains auront encore besoin de davantage de moyens étrangers pour atteindre leurs objectifs en matière de développement. En 2002, la Belgique occupait la septième place s'agissant de l'aide au développement par habitant. Nous nous sommes engagés à porter ces moyens à 0,7 pour cent du revenu national brut pour 2010 au plus tard. Une part croissante de ces moyens sera destinée à l'Afrique.

Schuldkwijtscheldingen toekennen betekent dat men hetgeen voor iets anders beschikbaar is doet afnemen. Zullen deze middelen

de la Coopération: octroyer des remises de dette revient à diminuer ce qui est disponible pour autre chose, notamment des programmes d'investissement dans des infrastructures sociales ou l'appui à des réformes dans les secteurs sociaux. A mon avis, une remise générale de dette à charge du budget de la Coopération au Développement n'est pas toujours l'action la plus efficace. En effet, les ressources disponibles sont-elles ou seront-elles utilisées effectivement pour financer des dépenses importantes au profit des populations? Ce ne sera pas et ce n'est pas nécessairement le cas, comme l'ont montré certains pays africains qui n'ont pas atteint le point de décision dans l'initiative PPTE, à cause de leur incapacité à mettre en œuvre les politiques économiques et financières nécessaires et annoncées.

Dès lors, la question suivante se pose: n'est-il pas préférable de s'efforcer d'allouer les ressources de l'aide belge en fonction de l'ampleur des besoins identifiés, de la volonté des gouvernements à travailler pour se rapprocher des objectifs du millénaire et des capacités des pays à utiliser efficacement les ressources de l'aide plutôt que de les utiliser à une remise générale de dette?

Ceci n'empêche pas que je suis tout à fait ouvert, monsieur Chabot, à discuter de toutes ces options. Comme je le disais, lors de la réunion annuelle de la Banque Mondiale début octobre, les participants ont demandé au secrétariat d'étudier le problème et de présenter des propositions pour la prochaine réunion qui aura lieu en avril 2005 sur ce sujet.

Le débat reste donc ouvert mais vous voyez que le choix n'est pas évident car si vous faites la remise de dette, vous n'êtes pas nécessairement certain que les moyens que vous libérez vis-à-vis des ces gouvernements seront utilisés à bon escient pour rejoindre les objectifs de développement du millénaire. C'est là, la grande question.

Si l'encadrement par les différents programmes qui visent à atteindre les objectifs du millénaire, si ces contrats, si ces analyses, si les dossiers de chaque pays évoluent bien, je crois qu'on pourra aller davantage vers plus de remises de dette.

Cependant, dans l'état actuel des choses, la question mérite encore réflexion. C'est d'ailleurs ce que la Banque Mondiale va faire avant le printemps prochain.

01.03 Jacques Chabot (PS): Monsieur le président, cette réponse me paraît complète. J'en remercie M. le ministre.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de M. Hervé Hasquin au ministre de la Coopération au Développement sur "la politique en matière de coopération au développement" (n° 3884)

02 Vraag van de heer Hervé Hasquin aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking" (nr. 3884)

02.01 Hervé Hasquin (MR): Monsieur le ministre, d'abord, je me réjouis de vous voir parmi nous en meilleur état! Je vous prie d'excuser mon arrivée tardive. Je suppose que je n'ai pas été le seul ici à être pris dans un engrenage infernal autour du parlement puisque, à quelques centaines de mètres à la ronde, au moment où

werkelijk de bevolking ten goede komen? Dat is niet noodzakelijk het geval, men heeft dat in bepaalde Afrikaanse landen gezien. Zou het niet beter zijn de Belgische hulp toe te kennen in het licht van de omvang van de geïdentificeerde behoeften, het voornemen van de regeringen om de Millenniumdoelstellingen te bereiken en de mogelijkheid van de landen om deze middelen optimaal aan te wenden? Ik blijf echter voor discussie openstaan.

Begin oktober werd het secretariaat van de Wereldbank ermede belast voor april 2005 voorstellen te doen.

Als de omkadering door de programma's die de realisatie van de Millenniumdoelstellingen nastreven, goed evolueert, denk ik dat dat nog meer schuldkwijtscheldingen mogelijk zijn.

02.01 Hervé Hasquin (MR): Gedurende deze vergadering zal u een aantal keuzen kunnen expliciteren, temeer daar sommige recente verklaringen heftige

j'arrivais, tout était fermé! Il n'y avait pas moyen de passer à cause de la visite du président polonais.

Monsieur le ministre, il était important que cette commission se tienne pour vous permettre d'explicitier un certain nombre d'options de la Coopération au développement, d'autant que vous n'ignorez pas les déclarations de certain de vos collègues, auxquelles vous-même avez réagi publiquement. On a pu légitimement se poser un certain nombre de questions ces dernières semaines à la suite de ces déclarations qui ont d'ailleurs fait l'objet, voici quelques jours dans cette enceinte, d'un débat extrêmement nourri.

Ma question porte sur trois volets. Premièrement, il y a quelques mois, vous avez succédé au ministre Verwilghen. Un certain nombre d'engagements avaient été pris à l'égard de l'Afrique centrale, notamment par le biais de la déclaration gouvernementale. J'ai sous les yeux des extraits dans lesquels le gouvernement belge entendait notamment être extrêmement présent et voulait accorder, je cite, "une priorité à l'Afrique centrale, ravagée depuis près de dix ans par une guerre atroce qui a déjà fait plus de trois millions de morts".

Je crois qu'on ne peut pas être plus clair que dans une déclaration comme celle-là. L'Afrique centrale est véritablement au cœur du problème. Par ailleurs, dans une note du 24 mars 2004 que j'ai sous les yeux, le ministre Verwilghen donnait un aperçu de la coopération bilatérale en ce qui concerne la République démocratique du Congo et le Rwanda, en expliquant d'ailleurs que ces coopérations, pour des raisons que l'on devine, ne devaient pas nécessairement être identiques, qu'il existait des spécificités dont il fallait tenir compte.

À l'évidence, il y a là une série d'actions annoncées et qui se retrouvaient dans l'exposé des motifs, dans les développements qui accompagnent le budget 2004. Je ne vais pas assommer les membres de la commission en rappelant par le menu ce qui se trouve dans les annales parlementaires.

Deuxièmement, comment vous situez-vous par rapport aux priorités qui ont été fixées, même si je n'ignore pas que nous aurons sans doute l'occasion d'en reparler au moment du budget 2005? En principe, au moment où nous parlons, les choix ont été faits, c'est à l'impression et vous pouvez sans doute nous éclairer par rapport à certaines des mesures annoncées.

Troisièmement, vous avez eu le bon réflexe de vous rendre en Afrique centrale, au Congo dès que vous êtes entré en fonction et vous deviez y retourner incessamment, si je m'en réfère à certaines de vos déclarations. Surtout après tout ce qui a été dit, après la découverte de certaines réalités sur place. Souvent, on disserte de certains pays sans jamais y avoir mis les pieds; or, vous conviendrez avec moi que cela donne parfois un éclairage saisissant de découvrir des pays dans leurs réalités concrètes et affligeantes, tristes, effarantes.

On n'imagine pas nécessairement, quand on vit à Bruxelles ou ailleurs en Belgique, les situations que l'on peut découvrir, par exemple, dans le domaine de la santé ou de l'alphabétisation et les aspects tragiques que l'on peut encore rencontrer dans un certain nombre de ces pays-là.

réactions hebben uitgelokt.

Een aantal verbintenissen werden aangegaan tegenover Centraal-Afrika, namelijk via de regeringsverklaring.

Centraal-Afrika vormt het hart van het probleem. In maart wees minister Verwilghen in zijn overzicht van de bilaterale samenwerking ten aanzien van de Democratische Republiek Congo en Ruanda erop dat deze samenwerking niet noodzakelijk identiek moest zijn gelet op de specifieke kenmerken van iedereen.

Hoe staat u ten aanzien van de vastgestelde prioriteiten in het besef dat keuzen werden gemaakt?

U heb er terecht voor gekozen Congo meteen na uw aanstelling te bezoeken. U zou binnenkort naar dat land moeten terugkeren. Dat is belangrijk gelet op wat werd gezegd en in het licht van bepaalde feiten ter plaatse.

Wat hebt u voor ons in petto gelet op de beleidsverklaring van de regering en uw ervaring?

Welke samenwerkingsvormen zowel met de Franse Gemeenschap als met de Vlaamse Gemeenschap hebt u op het oog? Ik denk meer bepaald aan de virtuele universitaire bibliotheek die onlangs door Congo werd ingewijd, een goed voorbeeld van geslaagde samenwerking tussen de Franse Gemeenschap en de regering.

Monsieur le ministre, au vu de la décision de politique générale du gouvernement et de votre expérience, quels axes avez-vous l'intention de privilégier?

Enfin, ma troisième question ne vous étonnera pas dans la mesure où je me suis moi-même occupé de ces questions pour la Communauté française pendant cinq ans. Voici quelques mois, j'ai eu l'occasion, avec le ministre Verwilghen, d'inaugurer une grande bibliothèque universitaire virtuelle, super-équipée dans le domaine de l'informatique, qui est un point de renseignements et de focalisation du savoir exceptionnel pour l'ensemble du Congo et un exemple de coopération réussie entre la Communauté française et le gouvernement fédéral.

Ma question est de savoir sous quelles formes vous envisagerez, à l'avenir, des modes de coopération analogue, que ce soit avec la Communauté française ou avec la Communauté flamande.

02.02 Armand De Decker, ministre: Monsieur le président, cher collègue, je vous remercie vivement pour vos questions qui me donnent l'occasion de m'exprimer devant vous en ce moment délicat de l'évolution des relations entre la Belgique et l'Afrique centrale, le Congo en particulier.

Tout d'abord, je voudrais – comme vous l'avez d'ailleurs fait – me référer à la déclaration gouvernementale. Vous avez rappelé que le gouvernement précise dans cette déclaration gouvernementale qu'il accordera une importance particulière à l'Afrique et octroiera une assistance spécifique aux initiatives régionales de développement, tel que le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Le gouvernement est allé plus loin en disant que la Belgique intensifiera ses efforts diplomatiques pour mettre un terme à cette guerre – dont vous avez cité le nombre de victimes – et pour encourager les parties au dialogue et aux solutions politiques.

Par ailleurs, sur un point plus spécifique de la déclaration gouvernementale, celle-ci précise "qu'une priorité absolue sera accordée à l'Afrique centrale et plus particulièrement au Congo, au Rwanda et au Burundi, qui figurent au nombre de pays les plus pauvres du monde à la suite du génocide et de la guerre. Dans ce cadre, sur la base d'une nouvelle stabilité politique acquise et d'une planification poussée du rétablissement socio-économique des pays concernés, l'accent sera mis sur la reconstruction de l'infrastructure de base, de l'enseignement, de la santé ainsi que des institutions administratives – justice, armée. La bonne gouvernance et une autorité démocratique constitueront dans ce cadre les bases de départ. Priorité sera également donnée à des projets de réintégration des enfants soldats". Voilà la déclaration gouvernementale.

Pour ma part, c'est très simple, je me sens tout à fait solidaire de cette déclaration gouvernementale. C'est la raison pour laquelle la politique de coopération au développement au Congo, au Rwanda et au Burundi restera la toute première priorité du gouvernement belge et ce, même si nous avons 18 pays partenaires: 1 en Asie, 3 en Amérique latine, les autres en Afrique. D'ailleurs, à part ceux d'Afrique du Nord – Maroc et Algérie – les autres pays d'Afrique ont été choisis en fonction de la priorité que la Belgique donne à l'Afrique des Grands

02.02 Minister Armand De Decker: In de regeringsverklaring staat te lezen dat de regering bijzondere aandacht aan Afrika zal besteden en specifieke steun zal verlenen aan regionale ontwikkelingsinitiatieven, waarbij absolute voorrang zal worden verleend aan Centraal-Afrika en inzonderheid Congo, Rwanda en Burundi, en dat de nadruk zal worden gelegd op de heropbouw van de basisinfrastructuur, het onderwijs, de volksgezondheid en de administratieve instellingen. Ik sta volledig achter die verklaring; dat is de reden waarom het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking in Congo, Rwanda en Burundi de absolute prioriteit van de regering zal blijven, ook al hebben wij nog achttien andere partners.

In een reactie op de verklaringen waarnaar u verwees, heeft de eerste minister vrijdag jongstleden de uitspraken van minister De Gucht in hun context geplaatst. Volgens de eerste minister zal ons land zich blijven inzetten voor het welslagen van het overgangsproces via bilaterale ontwikkelingssamenwerking, intens diplomatiek overleg, steun aan de hervorming van de Congolese strijdkrachten, ondersteuning van de MUNOC,... De krachtlijnen van het beleid van

lacs, au Congo, au Rwanda et au Burundi.

Je voudrais aussi rappeler qu'à la suite des déclarations auxquelles vous avez fait référence, il y a eu vendredi la réunion du Conseil des ministres et un kern consacrés à la question, qui ont été suivis d'un communiqué de presse du premier ministre, remplaçant les propos de mon collègue De Gucht dans leur contexte et ajoutant que, je cite, "notre pays continuera sans relâche à consentir des efforts pour le succès de la transition. Cet engagement se traduit par une coopération bilatérale au développement, renforcée par la concertation diplomatique intense dans la région, par le soutien à la réforme des forces armées congolaises, par l'appui à la MONUC, par l'intervention de l'Union européenne et de la communauté internationale (...)".

Je pense, chers collègues, que le cadre politique de l'action gouvernementale est parfaitement tracé, il est clair et net. Mon action s'inscrit dans ce cadre et je ne vois aucune raison de remettre les objectifs de la déclaration gouvernementale en question, bien au contraire.

Monsieur Hasquin, vous avez rappelé tout à l'heure que je m'étais rendu au Congo, il y a environ un mois et demi. Si je ne m'étais pas cassé les deux coudes à Hanoï, j'y serais retourné avec le ministre De Gucht mais je serais resté à Kinshasa pour des tables rondes en matière d'infrastructure pendant que le ministre De Gucht poursuivait son périple à travers les différents pays africains. Je m'étais déjà rendu au Congo dans ma fonction de président du Sénat, au mois de décembre.

Il y a une dizaine d'années, j'ai fait un voyage d'une quinzaine de jours à travers tout le Congo, ce qui m'a permis de me faire, déjà à l'époque, une opinion sur la situation.

Vous m'avez demandé ma position par rapport à la politique de mon prédécesseur. Par définition, je me situe dans la continuité, notamment par respect pour la déclaration gouvernementale, mais aussi parce qu'une politique de coopération au développement est une politique généralement pluriannuelle. Dans différents domaines, c'est une politique d'investissements à long terme. Environ la moitié des efforts que nous déployons dans les pays des Grands Lacs se font via des contributions à des organismes multinationaux, de grands organismes, dans le cadre d'accords multilatéraux.

Nous travaillons essentiellement avec l'OCAH (organe de coordination de l'aide humanitaire). Nous travaillons aussi avec le CICR ainsi qu'avec la United Nations High Commission for Refugees (UNHCR), et ce d'une manière très intense. Il faut savoir qu'il y a 1.400.000 réfugiés dans des camps situés dans la région des Grands Lacs. Nous contribuons considérablement à l'aide fournie à ces réfugiés via l'UNHCR. Nous travaillons avec la FAO pour l'aide humanitaire et agricole, avec le PAM (Programme Alimentaire Mondial), avec le Bureau International du Travail, pour améliorer les conditions de travail et le statut des travailleurs dans ces régions. Nous travaillons dans le cadre du programme United Nations AIDS des Nations unies contre le sida. Nous travaillons aussi beaucoup – et j'ai l'intention de le faire plus encore – avec le United Nations Populations Fund, où je me suis rendu à l'occasion de l'assemblée

de la régence, il y a eu vendredi la réunion du Conseil des ministres et un kern consacrés à la question, qui ont été suivis d'un communiqué de presse du premier ministre, remplaçant les propos de mon collègue De Gucht dans leur contexte et ajoutant que, je cite, "notre pays continuera sans relâche à consentir des efforts pour le succès de la transition. Cet engagement se traduit par une coopération bilatérale au développement, renforcée par la concertation diplomatique intense dans la région, par le soutien à la réforme des forces armées congolaises, par l'appui à la MONUC, par l'intervention de l'Union européenne et de la communauté internationale (...)".

Je pense, chers collègues, que le cadre politique de l'action gouvernementale est parfaitement tracé, il est clair et net. Mon action s'inscrit dans ce cadre et je ne vois aucune raison de remettre les objectifs de la déclaration gouvernementale en question, bien au contraire.

Monsieur Hasquin, vous avez rappelé tout à l'heure que je m'étais rendu au Congo, il y a environ un mois et demi. Si je ne m'étais pas cassé les deux coudes à Hanoï, j'y serais retourné avec le ministre De Gucht mais je serais resté à Kinshasa pour des tables rondes en matière d'infrastructure pendant que le ministre De Gucht poursuivait son périple à travers les différents pays africains. Je m'étais déjà rendu au Congo dans ma fonction de président du Sénat, au mois de décembre.

Il y a une dizaine d'années, j'ai fait un voyage d'une quinzaine de jours à travers tout le Congo, ce qui m'a permis de me faire, déjà à l'époque, une opinion sur la situation.

Vous m'avez demandé ma position par rapport à la politique de mon prédécesseur. Par définition, je me situe dans la continuité, notamment par respect pour la déclaration gouvernementale, mais aussi parce qu'une politique de coopération au développement est une politique généralement pluriannuelle. Dans différents domaines, c'est une politique d'investissements à long terme. Environ la moitié des efforts que nous déployons dans les pays des Grands Lacs se font via des contributions à des organismes multinationaux, de grands organismes, dans le cadre d'accords multilatéraux.

Nous travaillons essentiellement avec l'OCAH (organe de coordination de l'aide humanitaire). Nous travaillons aussi avec le CICR ainsi qu'avec la United Nations High Commission for Refugees (UNHCR), et ce d'une manière très intense. Il faut savoir qu'il y a 1.400.000 réfugiés dans des camps situés dans la région des Grands Lacs. Nous contribuons considérablement à l'aide fournie à ces réfugiés via l'UNHCR. Nous travaillons avec la FAO pour l'aide humanitaire et agricole, avec le PAM (Programme Alimentaire Mondial), avec le Bureau International du Travail, pour améliorer les conditions de travail et le statut des travailleurs dans ces régions. Nous travaillons dans le cadre du programme United Nations AIDS des Nations unies contre le sida. Nous travaillons aussi beaucoup – et j'ai l'intention de le faire plus encore – avec le United Nations Populations Fund, où je me suis rendu à l'occasion de l'assemblée

générale des Nations unies qui se tenait à New York. Ce fonds s'occupe essentiellement des femmes et des enfants victimes des conflits dans ces régions. Il s'agit d'un problème d'une violence et d'une acuité incommensurables. Je vous présenterai d'ailleurs peut-être un jour, par exemple au moment de la discussion du budget, un film que l'United Nations Populations Fund vient de réaliser sur ce sujet. Nous sommes un des acteurs principaux dans la région des Grands Lacs avec les Hollandais; ma collègue hollandaise a beaucoup soutenu cet organisme. Nous travaillons avec l'UNICEF et la Banque Mondiale.

Ces contributions multinationales pour cette région des Grands Lacs représentent, par an, 15 millions d'euros pour la Belgique.

Vous me demandez aussi quelles seront mes priorités dans cette région.

Ma priorité sera tout d'abord de poursuivre le "core business" de la Coopération que sont les domaines de la santé et de l'enseignement car tout développement, tout redressement, tout démarrage d'une économie, d'une société civile, passent évidemment d'abord par l'éducation et par la santé.

J'ai aussi immédiatement introduit une autre priorité.

Degenen die mijn speech hebben gelezen die ik tijdens de Diplomatieke dagen 2004 heb gemaakt, zullen hebben gemerkt dat ik veel belangstelling heb voor de kwestie van good governance in het algemeen en voor corruptie in het bijzonder.

Lors des Journées diplomatiques 2004, j'ai clairement fait savoir que j'accordais une grande importance aux principes de *good governance* et à la lutte contre la corruption.

Dès mon premier discours, j'ai abordé la question de la bonne gouvernance et de la corruption dans les pays en voie de développement. En effet, cette question n'est une spécificité, ni congolaise, ni des Grands Lacs; elle est présente dans au moins 80% des pays en voie de développement.

Het gaat hier om een wereldprobleem.

Le problème de la corruption et de la bonne gouvernance est un problème mondial. C'est la raison pour laquelle ces sujets apparaissent tellement dans l'ensemble des préoccupations des organismes multinationaux et des politiques que nous développons.

Nagenoeg alle actoren van de Wereldbank – en ik heb er de ambtenaren die instaan voor de regio en de beleids mensen van de World Bank Institute ontmoet – met inbegrip van de vertegenwoordigers van de Afrikaanse landen, durven het probleem aankaarten. Maar de begunstigde landen zijn er ondervertegenwoordigd.

Qu'ai-je imaginé de faire spécifiquement dans ce domaine? Lorsque je me suis rendu à la Banque Mondiale à Washington, j'ai eu plusieurs entretiens, essentiellement avec des fonctionnaires chargés de la région des Grands Lacs; je les ai vus à peu près tous. J'ai également rencontré les responsables, la directrice et ses collaborateurs, du "World Bank Institute", qui est le "think tank" de la Banque Mondiale.

Ik heb het World Bank Institute voorgesteld programma's voor te bereiden inzake de corruptie in de derdewereldlanden, meer bepaald in het gebied van de Grote Meren. Als men een duurzame oplossing voor dit probleem wil aandragen in landen waar het met de sociologische en culturele context, en de maatschappelijke, familiale en stammenstructuur is verweven, moet men het systematisch

M. Wolfensohn, président de la Banque Mondiale, est le premier président à avoir évoqué la corruption et à avoir cité le mot; jusqu'alors, on parlait, très pudiquement, de bonne gouvernance. Le président actuel de la Banque Mondiale est le premier à avoir fait le pas de plus, à avoir parlé de la corruption.

Lorsque l'on se rend à la Banque Mondiale aujourd'hui, pratiquement tous les acteurs, y compris les représentants des pays d'Afrique,

osent aborder le problème. Mais il faut signaler que les pays bénéficiaires de l'aide sont sous-représentés à la Banque Mondiale; en effet, comme il s'agit d'une banque, ce sont surtout les pays donateurs, les pays qui la financent, qui se retrouvent autour de la table.

En font également partie des représentants d'Asie et d'Amérique latine. Pour l'Afrique, il y en a deux: la première ministre du Niger qui représente les pays francophones et un autre ministre qui représente les pays anglophones. Ils évoquent eux-mêmes la question de la corruption.

Lorsque j'étais au World Bank Institute, j'ai demandé qu'on me fasse un exposé sur la question de la corruption dans les pays du tiers-monde et en Afrique en particulier. J'ai proposé à cet institut de préparer des programmes visant la question de la corruption dans les pays du tiers monde. En ce qui nous concerne, j'ai demandé en particulier et spécifiquement des programmes pour la région des Grands Lacs. En quoi consistent-ils? On n'arrête pas la corruption par des déclarations tonitruantes. Pour la combattre dans des pays où cela fait partie d'un contexte sociologique, culturel, de structure sociale, tribale, familiale, etc., pour apporter une réponse durable à cette problématique, il faut l'aborder d'une manière systématique en élaborant des programmes qui forment les populations à lutter contre la corruption, non seulement dans les universités mais aussi les magistrats, les fonctionnaires, les militaires, toutes les catégories actives (hommes politiques, parlementaires et administrateurs de territoires), et le faire à long terme, pendant des années, pour que ce concept soit progressivement admis. C'est la seule manière de faire changer un phénomène qui n'est pas épisodique comme, hélas, on en a vu parfois dans notre pays, même parfois à une grande échelle.

Ici, il s'agit d'un problème plus constant et auquel on ne peut répondre que par une action constante et sur le long terme.

Mes autres priorités seront aussi de m'adresser aux plus vulnérables de cette région du monde. Je pense qu'il faut s'occuper tout particulièrement - et c'est la raison pour laquelle nous soutenons le "United Nations Population Fund" - des femmes victimes des conflits, des enfants soldats et des enfants victimes de conflits en termes de viols, de sida, d'abus et de tout ce qui tourne autour de ces conflits.

Er is geen ontwikkelingsbeleid mogelijk, zonder dat er tegelijkertijd een veiligheids- en defensiebeleid is. Er is geen ontwikkeling mogelijk in een land dat in oorlog is.

Celui qui veut faire du développement doit d'abord produire de la paix. Et pour produire cette paix, il faut mettre en œuvre les moyens militaires nécessaires mais pas seulement des moyens militaires, bien entendu. La Belgique ne contribue pas en hommes mais elle apporte son soutien technique entre autres à la MONUC et aux organismes des Nations unies qui développent des programmes dans la région. Il faut que notre politique veille à pacifier cette région, ce qui implique une vigilance et une volonté permanente de pression pour continuer, surtout en République démocratique du Congo, ce à quoi le gouvernement belge précédent a largement contribué, c'est-à-dire

aanpakken door programma's op lange termijn uit te werken die de bevolking leren hoe zij de strijd tegen de corruptie moet voeren. Dat is de enige manier om een verschijnsel om te keren dat niet sporadisch voorkomt, zoals soms in ons land het geval is geweest.

Mijn andere prioriteiten zullen liggen op het vlak van de vrouwen, de kindsoldaten en de kinderen die het slachtoffer zijn van de conflicten in die regio. Om die reden steunen wij het Bevolkingsfonds van de Verenigde Naties.

Toute politique en matière de développement passe par une politique de sécurité et de défense. Aucun développement n'est possible dans un pays en guerre.

Om vrede te brengen, moeten er middelen worden ingezet, meer bepaald militaire. België verleent technische bijstand aan onder andere MONUC en aan de instellingen van de Verenigde Naties. We moeten vrede in de regio brengen door vooral in de Democratische Republiek Kongo permanent waakzaam te zijn en

mettre fin au conflit ouvert qui a fait trois millions de morts et amener les belligérants autour d'une même table.

On peut critiquer durement le gouvernement congolais et sa formule 1+4: voorzitter Kabila en zijn vier ondervoorzitters.

Dat werkt misschien niet zeer goed. Heeft iemand echter een andere oplossing? Is er een andere oplossing? Ik stel vast dat de oorlog in feite gedaan is. Er is natuurlijk nog veel geweld in het oosten maar de open oorlog tussen die vijf partijen van het Congolese politieke leven is gedaan. Wat doen ze vandaag? Ze zitten samen in een regering en ze komen iedere maand samen om aan politiek te doen.

Un jour, j'étais à Kinshasa pendant que se déroulait un conseil des ministres, j'avais rendez-vous avec deux vice-présidents mais je ne les ai pas vus. Pourquoi? Ils étaient en conseil des ministres. Or, ces conseils durent une journée, une journée et demi. Ils restent ensemble, ils discutent, ils font de la politique! Ils règlent les problèmes par la voie politique et ont arrêté de s'entretuer! Personnellement, je considère que ce sont les grands progrès de la vie politique congolaise actuelle. C'est essentiel de les reconnaître, même si je suis conscient de l'extrême fragilité de la situation qui pourrait, à tout moment, être renversée, avec un retour de la violence. Il faut y être attentif mais, en même temps, il faut se rendre compte que de grands progrès ont été accomplis.

Je pars cet après-midi au Conseil des ministres informel des ministres de la Coopération de l'Union européenne. Le thème principal choisi par les Hollandais est le lien entre la politique de coopération au développement et la politique de sécurité dans les pays que nous aidons sur le plan du développement. J'aurai donc l'occasion d'y aborder le sujet.

Pour le reste, j'aimerais – c'est aussi l'objet des réunions de cet après-midi et de demain – que l'on renforce la coopération européenne dans le domaine du développement. Je crois que nous agissons seuls trop souvent et qu'il faut agir avec d'autres partenaires européens, parfois avec la Commission elle-même. Je suis persuadé qu'avec le nouveau commissaire européen au Développement, l'intérêt sera encore plus grand pour la région des Grands Lacs. Nous allons renforcer, ensemble, l'action de l'Union européenne et de la Belgique dans cette région par une meilleure coopération entre l'UE et les pays européens.

Une autre priorité est évidemment de continuer à soutenir et à aider les ONG – dont la présence est essentielle dans ces pays – et les universités. Avant de revenir à ces universités, je voudrais encore citer une priorité: la politique en matière d'infrastructure. Nous faisons beaucoup en termes d'éducation et en termes de santé mais la communauté internationale reconnaît de plus en plus qu'il n'y a pas de développement possible sans investissements privés, sans vie économique. Il faut développer un début de vie économique.

Or, pour ce faire, très souvent ces pays se heurtent à un manque

druk uit te oefenen.

We kunnen kritiek hebben op de "1+4" formule van de Kongolese regering.

La formule d'un président entouré de quatre vice-présidents n'est peut-être pas idéale, mais quelqu'un a-t-il une autre solution à proposer? Les violences continuent encore dans l'Est du pays, mais la guerre entre les cinq parties est terminée. Celles-ci siègent aujourd'hui ensemble au sein d'un gouvernement.

Ik zou willen dat er meer Europese samenwerking komt op het stuk van de ontwikkelingssamenwerking, omdat ik vind dat wij te veel op eigen houtje handelen.

Voorts is een andere prioriteit de verdere ondersteuning van en hulp aan de NGO's en de universiteiten, zonder ons beleid inzake infrastructuur te vergeten. In dat verband wijs ik erop dat de Wereldbank beslist heeft haar steunbeleid ter zake herop te starten.

De Gemeenschappen zijn in staat belangrijke zaken te verwezenlijken wat de ontwikkelingssamenwerking betreft.

notoire d'infrastructures. Si l'on prend le cas du Congo, il est clair que, si l'on ne sait pas naviguer sur le fleuve, si le port de Kinshasa (dernier port avant les rapides vers la mer) ne fonctionne pas, ne dispose ni de grues, ni de quais et si des bateaux coulés en obstruent le passage, bref s'il est inaccessible, aucun commerce et aucune exportation ne sont possibles depuis le Congo. S'il n'existe pas de bonnes lignes de chemins de fer entre Kinshasa et Matadi, c'est pareil. Il en va de même si le port de Matadi reste dans l'état où il est, en ne fonctionnant qu'à 30% de ses capacités. Tout ceci empêche l'augmentation du niveau de vie de la population à l'intérieur du pays.

Là aussi, la Banque Mondiale, qui avait arrêté sa politique d'aide aux infrastructures, a décidé, lors de son dernier sommet, de relancer progressivement cette politique afin de permettre au pays de démarrer.

Monsieur Hasquin, votre dernière question concerne la coopération avec les Communautés. Vous citez en exemple, tout à fait pertinent, la fort belle bibliothèque virtuelle informatisée qui a été ouverte en collaboration avec l'APEFE et la Communauté française à Kinshasa et qui est une sorte de havre de paix, de sérénité, de travail et de recherche dans une ville considérablement démontée. Cela prouve que les Communautés peuvent réaliser des choses importantes en matière de coopération au développement.

Ik zal vandaag niet beginnen uit te leggen wat ik zeker in het Forum zal voorstellen of zal moeten verdedigen inzake de defederalisering van Ontwikkelingssamenwerking.

Ce n'est pas ici qu'il convient d'aborder le dossier de la défédéralisation de la coopération au développement. Ce débat doit avoir lieu dans le cadre du Forum institutionnel.

Ce n'est pas aujourd'hui que je vais aborder la question. C'est une question ancienne; une loi a été adoptée, des réformes institutionnelles ont été apportées. Mais je constate que depuis qu'elles ont été apportées, il y a une grande difficulté de mise en œuvre. Autrement, la mise en œuvre aurait déjà été faite bien avant que je n'arrive à la tête du département il y a trois mois.

Dat is een oud zeer. Er werd een wet aangenomen en instellingen werden hervormd, maar de uitvoering is problematisch omdat de defederalisering op heel wat tegenkanting stuit.

Il existe des difficultés parce qu'on ressent très bien qu'il y a dans la communauté du développement beaucoup de réticences à la défédéralisation. Le tout est de savoir ce qu'on entend par défédéralisation. J'ai exercé des responsabilités à la Région bruxelloise et à la Communauté française par exemple et je vois très bien ce que les Communautés et les Régions peuvent apporter en matière de développement, de même que les villes et les communes par le biais de partenariats et de jumelages.

Het grootste deel van de Belgische ontwikkelingssamenwerking verloopt weliswaar via multilaterale weg en multinationale samenwerkingsverbanden op Europees niveau, maar dit mag de Gemeenschappen en Gewesten – gelet op hun bevoegdheden – niet verhinderen om meer te doen op het stuk van ontwikkeling.

Tout cela est important mais il faut se rendre compte que la part la plus importante de la coopération belge se fait à travers le multilatéral et au travers de collaborations multinationales à l'échelon européen. En fait, la dimension belge est déjà trop étroite pour une politique de coopération vraiment efficace. Je cherche donc des coopérations avec les Pays-Bas, le Luxembourg, la France, le Royaume Uni, l'Allemagne. Il faut chercher de plus en plus à mettre sur pied des projets avec une masse critique suffisante et cela implique des efforts de coopération à un échelon supérieur au national.

Ik heb tevens een project van de VLIR en de CIUF in het kader van de informatisering van de universiteit van Kinshasa ingewijd.

Ik geef graag toe dat de Gemeenschappen een grotere rol moeten spelen. Maar ik blijf de

Cela n'empêche pas que les Communautés et les Régions peuvent faire et – je l'espère feront – de plus en plus de choses dans le domaine du développement. Je crois que les Communautés sont bien placées en raison de leurs compétences. Vous citez l'exemple de cette bibliothèque. La dernière fois que je me suis rendu au Congo, j'ai livré trois millions de livres scolaires de base à tous les enfants de cinquième et sixième primaires.

kerntaken van
Ontwikkelingssamenwerking
voorop stellen, meer bepaald de
hulp aan de meest noodlijdende
bevolkingen en de omzetting in de
praktijk van de acht
Milleniumdoelstellingen.

Au passage, je tiens à vous le dire, ces livres ont été distribués aux 20.000 écoles primaires du pays. Ce sont peut-être les 20.000 écoles primaires dans lesquelles auront lieu les élections, ce qui démontre qu'il y a moyen de les atteindre d'un point de vue logistique.

J'ai aussi inauguré un projet du VLIR et du CIUF, de liaison de l'université de Kinshasa à internet et d'informatisation des facultés. C'est un projet magnifique. Il est évident, quand je vois cela en tant que ministre fédéral de la Coopération, que les Communautés ont un plus grand rôle à jouer dans ce domaine. Je le reconnais très volontiers. Derrière cela, il faudrait que les Communautés aillent plus loin dans leurs relations.

C'est un sujet sur lequel je suis ouvert, dans certaines limites car mon objectif est de défendre l'intérêt central de la Coopération qui est d'aider les populations qui en ont le plus besoin et de travailler à la réalisation des huit objectifs du millénaire pour le développement, qui représente notre charte mondiale. Je vous remercie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La discussion des questions et interpellations se termine à 11.24 heures.

De bespreking van de vragen en interpellaties eindigt om 11.24 uur.